

Hervé Le Bras

Les adeptes de la théorie du « grand remplacement » semblent suivre la trace des totalitarismes du XX^e siècle

Ceux qui nourrissent le « fantasme d'une société homogène » destinée à protéger les Français supposés de « souche » et à prévenir la destruction de la nation qu'ils prédisent sont prêts aux mesures les plus attentatoires aux droits humains, estime le démographe

La théorie du « grand remplacement » ne passe pas pour totalitaire. Les totalitarismes font table rase du passé pour accélérer (terme employé par la philosophe Hannah Arendt) l'arrivée de l'homme nouveau, préfiguré par l'ouvrier dans le stalinisme et par l'Aryen dans le nazisme. Cet homme nouveau est l'aboutissement, le point de fuite vers lequel leur politique doit se diriger, quel qu'en soit le prix. Au contraire, le « grand remplacement » fixe pour horizon le risque de destruction de la nation, qu'il faut enrayer afin de protéger les Français de « souche » et leur passé souvent idéalisé. Opposition, donc : futur positif et passé négatif dans le premier cas, futur négatif et passé positif dans le second.

Le totalitarisme veut aboutir par tous les moyens à une société réduite soit à une seule classe dans le stalinisme, soit à une seule race dans le nazisme. Les adeptes du « grand remplacement » veulent tout tenter pour éviter le tableau sinistre qu'ils dressent de la situation de la France vers 2050-2060 – où une population d'origine différente et de religion musulmane dominerait la population d'origine française et chrétienne –, ainsi que la guerre civile qui s'ensuivrait, avec, au final, l'instauration d'un émirat

tration est donc inversée par ceux qui croient au « grand remplacement ».

Autre caractère, le déni de la mixité des origines, une donnée pourtant aussi vieille que notre espèce, puisqu'on trouve dans notre ADN des traces d'ADN de l'homme de Néandertal et de celui de Denisova. En refusant d'envisager la mixité, les tenants du « grand remplacement » sont obligés de ranger les descendants d'union mixte soit dans la population d'origine, soit dans la population censée la remplacer. Ils considèrent en général que toute personne ayant un ascendant étranger à plusieurs générations de distance fait partie de la population envahissante. Par exemple, seuls ceux qui n'ont aucun grand-parent immigré sont considérés comme appartenant à la population d'origine. On peut

calculer par projection que, même avec cette définition extrême, la population remplaçante ne serait pas majoritaire avant 2150 ou 2200.

Par un effet de miroir, l'homogénéité affirmée de la population d'origine rejoint la population qui pourrait la remplacer. Deux populations génétiquement ou culturellement bien typées sont postulées comme étant en face-à-face. Or, la population de la France est très diverse depuis les origines, et celle qui a immigré en France l'est encore plus. Selon les derniers chiffres de l'Insee, 25 % des immigrants présents en 2020 provenaient de l'Union européenne, 7 % d'autres pays européens, 29 % du Maghreb, 18 % d'Afrique subsaharienne, 14 % d'Asie, dont 4 % de Turquie, et 6 % d'Amérique latine.

Le renvoi des immigrés

Dès lors que l'on souscrit à l'acte de foi du « grand remplacement » et à la déformation de la réalité qu'il opère, on considère que tous les moyens sont légitimes pour sauver la nation de sa disparition, de même que tous les moyens étaient bons pour les Soviétiques et pour les nazis, car justifiés par l'aboutissement qu'ils avaient imaginé. Pour cette même raison, les tenants du « grand remplacement » n'entrent pas dans le détail des mesures qu'ils prendraient. Ayant les mains libres, ils agiraient concrètement afin d'atteindre leur but. Ce pourrait être par le renvoi des immigrés et de leurs descendants dans leur pays d'origine, par la fermeture complète des frontières, par un encouragement vigoureux à la natalité, notamment en limitant l'accès des femmes à l'emploi afin qu'elles conçoivent et élèvent des enfants,

en accaparant les médias, en mettant hors la loi les organisations critiques, ce dont *le premier ministre hongrois* Orbán, ses semblables et ses émules donnent actuellement des exemples.

Plus le but à atteindre est fantasmatique, plus les mesures pour y parvenir sont ou seront pragmatiques et sans pitié. Souvenons-nous que la « solution finale » n'a été réellement codifiée que lors de la conférence de Wannsee en 1942 *[une référence de dignitaires nazis pour mettre au point l'organisation de la « solution finale »]* alors que les juifs étaient persécutés depuis 1933. De même, les kouliaks *[riches paysans propriétaires]* qui avaient cru à la NEP de Lénine *[la nouvelle politique économique mise en place à partir de 1921]* furent ensuite affamés, fusillés ou déportés au goulag par Staline.

La réalité des mesures concrètes est d'autant plus violente, imprévisible et inhumaine que l'irréalité de l'objectif visé est grande. A cet égard, les adeptes de la théorie du « grand remplacement » semblent suivre la trace des totalitarismes du siècle dernier en plaçant leur foi dans un fantasme et en laissant ouvertes toutes les mesures, même les plus attentatoires aux droits humains, tant qu'elles aideraient, pensent-ils, à atteindre le but qu'ils se sont fixé. ■

Hervé Le Bras est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales et directeur de recherche émérite à l'Institut national d'études démographiques